

7 Jours Filpac CGT

N°33 - mardi 14 mai 2013

Directeur de publication : Marc Peyrade – Rédaction :
Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr) Filpac CGT
tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

La chasse aux retraites est ouverte. Le tintamarre médiatique nous présente chaque heure l'inéluctable : faire les poches aux retraités, voilà la priorité. L'emploi, les salaires, la sécu ? Vous n'y pensez pas ! C'est la crise... **Le 22 mai**, un accord de méthode serait conclu sur cette base, pour faire de la conférence sociale des **20 et 21 juin** un calvaire social. La Filpac CGT préconise d'aller à cette conférence sur la base des priorités sociales réelles. Propositions.

Une « Conférence sociale » pour un été d'austérité ? Allons-y pour l'emploi, la protection sociale et les salaires !

Pourquoi cette « conférence sociale » des 20 et 21 juin devrait-elle être, fatalement, un nouveau calvaire pour les salariés, les chômeurs et les retraités ? Au nom de quoi nous rendre à cette conférence dans le consentement acquis par avance de charcuter les retraites pour mieux les saboter ? Tout est-il déjà vendu, négocié, décidé ? A écouter le gouvernement, il n'y aurait rien d'autre à faire que de s'en prendre aux retraites collectives, et d'en déposer les clés, docilement, à l'assurance privée, « parce que la crise ». Il faudrait traiter les retraites comme Fillon en 2003 et Sarkozy en 2010 ? La Filpac Cgt se déclare pour une véritable conférence sociale. Sur quelles bases ?

Nos priorités sociales ? Les vôtres !

L'emploi

La première conférence sociale s'est parfumée à l'ANI. Un désastre. Des armes pour mieux licencier ont été fournies au patronat. Lequel, aujourd'hui, en demande bien plus : la fin des cotisations sociales et des impôts sur les entreprises. Tels sont les programmes communs aux 5 candidats à la succession de Parisot à la tête du Medef.

Cette 2^e conférence sociale, si elle veut mériter son nom, doit aborder l'emploi comme la clé sociale et économique. Moins d'emplois, c'est moins de cotisations sociales, et c'est donner au chômage (plus de 5 millions recensés par Pôle Emploi) le rôle d'arbitre ! Le chômage n'est pas seulement un désastre humain, c'est une politique cynique menée par les patrons.

- Ouvrir les portes des entreprises aux jeunes, assurer aux précaires la transformation de leurs contrats en CDI, orienter les capitaux spéculatifs des entreprises vers la création d'emplois, échanger les aides publiques contre des postes de travail, limiter fortement le droit absolu de licencier. Voilà ce que cette conférence doit traiter.
- L'emploi au service de grands chantiers publics déterminés par leur utilité sociale. Lesquels ? Entre autres, un plan de construction de logements qui font défaut par milliers, un plan d'équipements collectifs (services publics, santé, transports, etc.), un plan d'investissements industriels publics pour l'acier, les énergies alternatives au pétrole, les transports individuels.



Une conférence sans couleur sociale pour porter le deuil de nos revendications ?

Faire les poches des retraités pour payer les banquiers ? Nous voulons l'inverse !

F. Hollande s'est rendu à Bruxelles, siège de l'Union européenne, pour échanger deux ans de rémission pour atteindre les stupides 3% de déficit annuel contre des « réformes structurelles », selon les mots des commissaires européens. En clair, échanger un assouplissement du remboursement de la dette contre les retraites. Inadmissible !

Rien ne justifie de sacrifier la protection sociale, l'emploi et les salaires au nom d'une dette qui n'est pas la nôtre. Cette dette, c'est d'abord et avant tout le résultat de l'échec du libéralisme : depuis 1973 en France, puis dans

L'Union européenne, le pouvoir a établi que l'emprunt d'Etat ne se ferait qu'auprès des marchés financiers privés. Lesquels prêtent au taux qu'ils veulent, déterminé par l'écrasement des salaires. Les mêmes, prêteurs aux Etats donc à la France, se retournent contre : ils utilisent la dette comme un produit financier, objet de toutes les spéculations.

Et c'est à cette dictature des marchés financiers que nous devrions céder, accepter de payer cette dette au prix de nos retraites, de nos emplois, de nos salaires ?

- **L'argent de l'évasion fiscale doit être récupéré et utilisé pour consolider la protection anti-crise**, la protection sociale, santé comme vieillesse. Vu la masse des capitaux évadés, le déficit de la Sécu serait bouché en quelques jours !
- **Les stocks options et autres rémunérations parallèles** - dividendes, retraites chapeau, etc. – doivent fournir des cotisations sociales aux systèmes mis en péril par le désastre du libéralisme financier sans frein.
- **Les exonérations fiscales et de cotisations sociales** consenties au patronat doivent être supprimées, et réintégrées les caisses collectives de la protection sociale.
- **Une rupture avec la politique financière de l'Union européenne** doit être pratiquée, pour mettre les richesses créées à l'abri des prédateurs des banques et de la finance.



Stopper l'insurrection libérale contre le pouvoir d'achat, augmenter les salaires

Les retraites sont la cible désignée par le pouvoir et le patronat. Leur logique est simple, et annoncée : il faut baisser les salaires. Ils évitent soigneusement de dire jusqu'où les baisser... Et la retraite n'est rien d'autre qu'un salaire versé au nom d'une conception sociale, celle de la Constitution, qui assure à toutes et tous les moyens décents de vivre la vieillesse.

Voilà qui provoque l'insurrection patronale : *« nous, patrons, qui ne payons que très peu nos salariés, qui licencions par paquet de mille tous les jours, nous devrions continuer à payer pour ces retraités, inactifs par définition ? Qu'ils aillent travailler, ou qu'ils épargnent, pour nous, c'est un 'coût social' écrasant la compétitivité. »*

Demain les mêmes considéreront que soigner des gens non solvables représente un coût exorbitant. Cette logique des coûts est déjà en marche dans la Santé, comme dans d'autres secteurs vitaux de la société libérale en décomposition. Et ils vont nous faire des leçons de morale sur le thème : *« N'est-ce pas, Mme Michu, que nous vivons au dessus de nos moyens ? »* Tu sais ce qu'elle dit, la mère Michu ? « De l'argent, il y en a dans les poches du patronat... »

- Le salaire, au centre de cette conférence sociale, redeviendra la juste rémunération du travail fourni. Au lieu d'être l'ennemi déclaré, ou bien traité en récompense individuelle à la disposition de l'employeur, le salaire échappera à la concurrence internationale par des mesures de protection sociale et d'augmentation.
- Sortir du cercle vicieux de l'austérité ! Plus la dette s'accroît, plus les mesures d'austérité pleuvent, plus la croissance est détruite, plus la récession s'alourdit. La rupture immédiate est nécessaire, par le soutien à la demande intérieure par l'augmentation des salaires. Le pouvoir d'achat valorisé stimulera la croissance.
- En finir avec la galère des jeunes obligés de passer par des stages non rémunérés, des emplois à peine rémunérés, des postes précaires, un déclassement systématique de leurs qualifications et de leurs compétences. A quoi sert cette économie du profit, si elle refoule les jeunes et licencie les vieux ?

Occuper à cette conférence sociale le siège CGT au nom des priorités sociales, voilà ce que préconise la Filpac CGT. Une première mobilisation interprofessionnelle le 20 ou le 21 juin est envisageable. Elle y est prête.